

# COMPTE-RENDU AUDIOCONFÉRENCE

## DU 10/04/2020 :

### « COVID-19 »

Une audio conférence s'est déroulée ce jour entre la Direction et les organisations syndicales du département. Vous trouverez ci-dessous les points abordés lors de cette audioconférence.

La Direction fait un état des effectifs sur notre DDFiP pour la journée du **9 avril 2020**:

- 498 agent·es sont concerné·es par le Protocole de Continuité de l'Activité (PCA) ;
- 250 agent·es étaient présent·es dans les services le 9 avril sur les 1433 agent·es ;
- 235 agent·es sur le PCA sont amené·es à exercer leurs missions à domicile ;
- 347 agent·es sont en télétravail pour des missions prioritaires et non prioritaires (brigade et huissiers) ;
- 631 agent·es sont en Autorisations Spéciales d'Absences (toutes situations : gardes enfants, fragilité, réserves, en interruption de travail du à des cas contacts avec des cas suspectés) ;
- 20 cas avérés/suspectés à la DDFiP77.

Les statistiques changent tous les jours, car il y a un roulement dans les effectifs, il est difficile de figer une situation.

• **Pour faire référence à notre dernière audioconférence du mardi 7 avril, nous sommes en fin de semaine et nous n'avons toujours pas été destinataire du PCA par service (nous l'attendons depuis le 26 mars). Nous sommes assez surpris puisqu'au regard des éléments que vous nous annoncez à chaque audioconférence, la situation semble être stabilisée sur l'ensemble des services.**

Nous sommes à la fin de la semaine et le PCA par service a été fourni aux organisations syndicales une demi-heure avant l'audioconférence. Solidaires Finances Publiques 77 n'est donc pas revenu sur ce point lors de l'audioconférence mais la question avait été envoyée la veille à la Direction.

• **Masques : Dans le message du Directeur Général du 7 avril, il est indiqué que les masques sont à destination des agent·es recevant du public, par conséquent nous réitérons notre demande que l'ensemble des agent·es recevant du public possède un masque (accueil sur rdv, trésorerie...). Par ailleurs, nous souhaitons toujours que l'ensemble des agent·es en présentiel dans les services soient également équipés de masques. Il en va de la santé de tout le monde.**

Pour le moment, le secrétariat général ne prévoit pas dans ses consignes que l'ensemble des agent·es soit équipé·e de masques lorsqu'ils sont au bureau. La Direction ne fait que suivre les recommandations du SG et de la DG, les agent·es présent·es sur site ne seront donc pas doté·es en masque. La direction donnera des masques aux agent·es qui prennent les transports en commun.

La direction a demandé aux organisations syndicales si elles validaient le fait de donner prioritairement des masques aux collègues qui venaient en transports en commun, car elle pense que les gestes barrières sont bien respectés au bureau et la problématique vient de l'extérieur ?

Quant aux lingettes, elles commencent à être déployées sur les sites.

Il est nécessaire que tous les SIP en soient dotés avant le début de la campagne. Solidaires a rappelé que les trésoreries SPL et Hospitalières en avaient d'ores et déjà besoin pour l'accueil des régisseurs.

• **Séparateurs en plastique : Toujours dans le message du Directeur Général du 7 avril, nous apprenons que « le service de la Documentation Nationale du Cadastre produira d'ici la fin avril 400 protections plexiglas de type hygiaphone sans ouverture, à fixer/coller sur les guichets d'accueil du public. Des approvisionnements sur le marché local restent aussi possibles. ». Selon nos informations, ce chiffre de 400 est un peu optimiste puisque seulement 3 agent·es travaillent sur une seule machine pour fabriquer ces plexiglas et qu'ils ont dû faire une petite pause pour éditer la brochure IR. Sans commenter l'estimation des besoins au niveau national, vous nous aviez annoncé lors de l'audioconférence du 3 avril en avoir commandé 112 pour notre direction. Au regard de la dotation nationale, la DDFiP77 sera loin des 112 séparateurs, que comptez-vous faire pour compenser la différence entre vos estimations des besoins et la réalité livrée ? Avez-vous anticipé des**

## démarches locales ?

Les demandes de l'ensemble des directions excèdent les capacités de production su SDNC, la Direction va voir ce qu'il est possible de faire sur chaque site pour la protection des agent-es d'accueil, elle envisage notamment la mise en place de film plastique si il n'est pas possible de se procurer des séparateurs en plastique.

- **Les commandes d'ordinateurs portables :**

Dans un premier temps, la Direction obtiendrait 50 ordinateurs portables.

5 PC seront réservés pour des missions ultras prioritaires en souffrance en trésoreries hospitalières et en Direction, 45 PC seront redéployés dans les SIP qui s'ajouteront aux 55 agent-es déjà en télétravail en SIP.

La Direction disposerait alors de 100 télétravailleurs en SIP pour 309 agent-es recensé-es dans ces structures pour le département .

Quant aux délais de livraison, les ordinateurs ne sont pas encore arrivés en France, il faut ensuite qu'ils passent en décontamination et dans les mains de nos collègues informaticiens. La Direction fera le nécessaire pour qu'ils soient déployés le plus rapidement possible.

Solidaires Finances Publiques 77 a rappelé que la campagne était dans 10 jours.

La Direction nous informe que la DG travaille sur la possibilité d'accès au réseau depuis un ordinateur privé sans passer par un ordinateur de la DGFIP.

- **Campagne IR : Lors de l'audioconférence de mardi 7 avril vous avez indiqué qu'il était possible que les agent-es des PCE et PCRП soient sollicité-es en soutien des SIP. Si leurs compétences techniques ne font aucun doute, qu'en est-il de leur formation professionnelle au niveau des nouveautés relatives au prélèvement à la source notamment ?**

Pour les collègues des PCE , PCRП ou autre qui viendraient en soutien des SIP, la Direction nous informe qu'une formation en ligne est prévue. Elle a ajouté que les collègues initialement sur les pôles recouvrement des SIP seront aussi mobilisé-es pour la campagne IR.

Solidaires a rappelé qu'une formation en ligne ne remplaçait pas les formations en présentiel notamment en ce qui concerne le PAS.

La DDFiP va demander aux chef-fes de service d'effectuer des audioconférences pour préparer la campagne avec les agent-es et faire le recensement des besoins en formation.

- **Campagne IR : Accueil du public**

La DG a indiqué qu'il n'y aurait pas de réception du public pendant le confinement.

Le PCA est mouvant, la mise en place de la campagne va nécessiter la mobilisation de l'ensemble des personnels des SIP, les empêché-es resteront empêché-s sauf ceux qui sont en télétravail ou ceux qui seront équipé-es avec les nouveaux ordinateurs.

La DDFiP 77 est en train de préparer un « dossier thématique » complet à l'intention des chef-fes de service qui leur permettra de réfléchir à l'implantation des collègues qui vont réceptionner l'accueil téléphonique et les e-contacts. L'idéal serait un collègue par marguerite, la Direction envisage aussi d'utiliser, les boxes d'accueil et les bureaux des autres services non utilisés.

Solidaires Finances Publiques 77 a rappelé son attachement aux mesures de distanciations sociales et au fait de ne pas entrer en contact avec plus de 5 personnes par jour.

La Direction pense également aux agent-es qui se rendent au travail en transports en commun et qui ont des risques d'être contaminé-es en se rendant au travail, avec la possibilité de les doter de gants et de masques pour leurs trajets en transports.

- **Les frais de repas : Le décret n°2020-404 relatif à la prise en charge des frais de repas a été publié le 7 avril et précise que les frais de repas seront pris en charge depuis le 16 mars ce qui est une bonne nouvelle. Avez-vous des précisions sur les modalités d'application de ce décret à la DGFIP ?**

La Direction attend la circulaire sur ce remboursement, les demandes devront être faites sous FDD. Une attestation sur l'honneur pour la période passée sera demandée. Pour le futur il n'y a pas d'éclairage sur ce qu'il pourra être demandé aux collègues pour justifier les dépenses, la Direction précise que le décret prévoit de fournir un justificatif auprès de l'ordonnateur, gardez donc les tickets si vous en avez reçu d'une supérette ou d'une boulangerie. D'après le décret, seul-es les agent-es qui avaient recours à la

restauration administrative pourraient bénéficier de ce remboursement, pour en savoir plus il faut attendre la circulaire d'application.

- **Présence dans les services : nous sommes surpris de voir que le nombre de collègues en présentiel a augmenté. En effet, depuis le début de la semaine, il y a 22 collègues de plus qui sont présent·es dans les services (233 présent·es le 31/03 et 255 présent·es le 07/04). Comment expliquez-vous cette présence supplémentaire ? Dans quels services ? Et pour quelles missions précisément ? Nous réitérons notre exigence pour la protection des collègues d'une présence minimum dans les services.**

L'augmentation du nombre de présent·es dans les services correspond à des collègues qui ont pu revenir travailler.

- **Congés : Lors de notre dernière audioconférence vous nous avez indiqué qu'un groupe travail concernant la reprise de l'activité ne pouvait se tenir avant la fin du confinement. En revanche sur Ulysse 77, le 8 avril, vous n'hésitez pas à déjà aborder les demandes de congés post-confinement : « Les demandes de congés devront être compatibles avec la reprise d'activité selon des modalités où l'appréciation des nécessités de service sera importante. ». Pour Solidaires Finances Publiques 77, il ne doit exister aucune pression d'aucune sorte en termes de temps de travail, de prise de congés ou d'un quelconque rattrapage du retard accumulé dans la période : le mode de management devra s'adapter aux contraintes futures. Ce ne sera pas aux agent·es de payer de nouveau les conséquences de cette crise sanitaire qu'ils subissent déjà assez aisément et ce quelque que soit la position actuelle de l'agent·e : en télétravail, en présentiel, en ASA.**

Pour la Direction, la prise de congés s'effectue sous réserve de la nécessité de service, pour la campagne de déclaration des revenus, les demandes de congés devront être limitées au moment de la reprise. Pour la Direction les agent·es doivent être bienveillants les un·es envers les autres, nous devons travailler en équipe. La Direction estime que les télétravailleur·euses et les agent·es présent·es en continu devront certainement être prioritaires pour poser des congés au moment de la reprise, car ils n'auront pas cessé de travailler.

- **Congés de report 2019 : Nous souhaitons un éclaircissement sur la situation, en effet, vous nous avez confirmé le 26 mars dernier que le report du délai de dépôt de ces journées était acté mais qu'actuellement la date butoir pour les poser n'est pas encore connue. Nous sommes surpris d'apprendre que la Direction invite les agent·es à poser ces jours avant la date butoir du 4 mai car aucune date de report n'est actée par la DG. Cela met en avant de gros soucis d'organisation puisqu'actuellement des agent·es en présentiel sur des missions prioritaires disposent de jours de report et sont dans l'incapacité totale de poser ces jours. Quelle position la DDFIP77 adopte-t-elle à l'égard de ces agent·es ?**

Le message de la Direction est validé par la DG, car la DGAFP qui a la main sur le sujet.

Le 26 mars 2020, pour la DGFIP, le report de la date butoir était acté mais le Ministère a estimé que le sujet relevait de la DGAFP, le sujet est donc reparti de zéro et c'est la DGAFP qui prendra la décision finale.

La direction a du mal à imaginer que l'on puisse pénaliser des agent·es, mais ce n'est pas elle qui prendra la décision.

- **Le NRP est officiellement suspendu. Pouvez-vous nous donner des informations concernant le site de Sénart, le déménagement est-il maintenu ? Si oui avec quel calendrier ? Les travaux envisagés à la cité sont-ils faits ou suspendus ? Qu'en est-il pour les locaux de Savigny ?**

Tout est suspendu mais la résiliation du bail a été notifié au bailleur. l'ensemble des travaux est suspendu que ce soit à la cité administrative de Melun, à Chamblain ou à Savigny. L'installation dépend de travaux en tiroir, l'installation des agent·es de Sénart à Melun dépend notamment des travaux de Chamblain.

**La prochaine audio conférence aura lieu  
le jeudi 16 avril matin.**

**Elle sera prioritairement axée sur l'hygiène et la sécurité pendant la campagne Impôt sur le revenu.**

**D'ici là n'hésitez pas à nous contacter afin que l'on puisse faire remonter toutes vos questions.**